L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Supplément à "Vendredi" n° 205 - 2e cahier - Dimanche 24 octobre 1993



RASSEMBLER

Michel Rocard pouvait être radieux et ému. Il est le premier premier secrétaire du PS à avoir été élu par les délégués du congrès. Et très confortablement élu. En recueillant 80% des suffrages, il a fait le plein de la motion qu'il avait signée. Il n'y a pas eu de fausse note. "C'est un résultat plus que satisfaisant qui montre que l'idée de rassemblement était plus forte qu'on ne l'imaginait", commentait Jean Glavany.

Cette élection confère au nouveau premier secrétaire une légitimité indiscutable. La parenthèse de la direction provisoire est fermée. Dans ses remerciements, Michel Rocard a tenu à faire passer un message d'unité et d'apaisement : "Je serai le premier secrétaire de tous les socialistes." Et l'image qu'auront réussi à donner les socialistes de ce congrès est celle du rassemblement.

Elle ne devrait guère être écornée par l'absence de synthèse. Jean Poperen et Louis Mermaz s'installent dans l'opposition à la direction. Le PS sort d'un unanimisme de façade dans lequel il s'était englué depuis 1988. Cela ne lui sera pas forcément préjudiciable. L'existence d'une minorité n'affaiblit pas automatiquement le Parti. Michel Rocard est bien placé pour le savoir... D'ailleurs, Jean Poperen est le premier à reconnaître :

"Il y a deux lignes politiques, mais ce n'est pas la guerre." Il appartient désormais au nouveau premier secrétaire de poursuivre l'œuvre de rénovation du PS, d'incarner un projet qui permette de reconquérir une majorité de Français et de rebâtir une stratégie susceptible de rassembler les forces de progrès. La réussite de ce congrès était indispensable pour mener à bien ce triple objectif. La voie est désormais ouverte, même si elle reste escarpée.

Ce qu'íls en pensent...

JACQUES * DUFRESNE

Le conseil national, organe de direction du PS, devrait s'ouvrir à un tiers sociétal, notamment à des militants du secteur associatif. Qu'en pensez-vous ?
Sur le principe d'un partenariat de la prise en compte des avis du monde associatif, nous sommes évidemment favorables.
Quant au conseil national, les modalités précises de participation ne sont pas définies.
Rien n'a été précisé, sinon une possibilité d'ouverture.
Nous, associations, défendons un projet de société dont le monde politique est porteur. Il est dès lors légitime que nous ayons des échanges étroits.
En revanche, il n'est pas envisageable de participer à la direction d'un parti politique. En réalité, nous ne savons pas très bien ce que le Parti socialiste nous propose. S'il a des propositions à faire au monde associatif, pourquoi pas ?
Mais pour l'instant, tout est flou.

Comment réagissez-vous à la perspective d'assises de la transformation sociale ?
L'expression est trop belle pour que nous ne nous y intéressions pas.
Y participer ? Pas de non systématique mais pas de oui non plus. Evidemment, l'idée nous plaît, mais pour quoi faire ?
Là encore, tout est à définir.

* président de la FCPE

FRANÇOIS * DONZEL

Il était déjà présent aux Etats généraux de Lyon : "Le malade commençait à respirer." Un malade, espère-t-il, bientôt debout, "pour retrouver une capacité à s'opposer à l'inacceptable, à la politique la plus réactionnaire que l'on ait vu depuis longtemps. Aujourd'hui, c'est le retour feutré mais implacable de la bourgeoisie."
Le vœu de François Donzel, pour l'issue de ce congrès : "Que le PS garde la modestie dont il a su témoigner dans la période récente. Qu'il ne revienne pas à des pratiques monolithiques. A côté du PS, il y a nécessité et place pour un mouvement autonome, avec qui envisager des accords électoraux et stratégiques." Partant, alors, pour des assises de la transformation sociale ? "Ce n'est pas très clair. L'espoir de faire quelque chose ensemble existe, à condition qu'il ne s'agisse pas de négociations d'appareil, bilatérales, entre le PS et des forces plus faibles. Aux écologistes et au mouvement social de se coordonner pour proposer une structure de dialogue parmanente avec les forces de gauche et en premier lieu le PS." Selon François Donzel, le mouvement écologiste fait actuellement sa cure de modestie, "mais avec la conscience que les idées que nous défendons depuis 20 ans sont pertinentes... Il suffit d'observer la crise du productivisme. C'est une force qui va encore compter et continue à peser entre 8 et 18% dans le corps électoral." Mais il admet que les écologistes n'ont pas réponse à tout : "Il ne peut y avoir qu'union entre des forces sociales progressistes, lucides et les écologistes. La tâche politique des années qui viennent, c'est la lutte pour l'avènement d'une démocratie sociale et écologiste, imprégnée d'humanisme, à l'échelon européen. François Donzel veut juste être "un bout de la ficelle" qui y conduira.

**** ex-Génération écologie et président de l'Alliance pour la démocratie et l'écologie***

PATRICK HARDOUIN *

Il est venu parce qu'il considère que le mouvement de Brice Lalonde doit dialoguer "avec l'ensemble des formations de ce pays dès lors qu'elles adhèrent aux valeurs de la démocratie politique." Observateur, donc, n'attendant rien de particulier de ce congrès. "Ce qui nous étonne, c'est le caractère très volontariste de nombreux discours qui contraste avec l'apathie du PS quand il était au gouvernement, la volonté de réforme sociale qui contraste avec la politique conservatrice suivie." Il est, certes, satisfait de constater que des idées écologistes -de la réduction du temps de travail à l'écotaxe- trouvent un grand écho dans l'enceinte du congrès, "même si elles ne sont pas toujours comprises sur le fond."
GE a été contacté en vue des assises de la transformation sociale, mais reste distant à l'égard d'une initiative "qui a l'air d'être essentiellement socialiste... Il est possible que des choses intelligentes y soient dites, et nous avons tous besoin d'idées en ce moment, mais cela n'a pas d'intérêt si l'objectif en est la construction d'une hypothétique union des forces de progrès qui comprendrait des forces qui sont parmi les plus archaïques de ce pays."
Génération écologie reste très "ni-ni" : "Il serait facile de nous ranger dans un camp. Mais la distinction droite-gauche est désormais complètement à côté de la plaque. Par exemple sur la vision de la construction européenne, sur la lutte contre le chômage." Même si, sur ce dernier sujet, GE n'accorde pas quitus à l'actuel gouvernement, qui "empêche l'eau de monter avec des sacs de sable", il ne semble pas espérer beaucoup mieux du Parti socialiste. L'ambition affirmée du mouvement de Brice Lalonde est de construire un pôle réformiste et européen, comprenant des écologistes et bousculant les actuelles frontières politiques, qui séduirait "les forces vives" qui, selon Patrick Hardouin, sont aujourd'hui... dans la nature.

**** responsable des relations extérieures de Génération écologie***

CHARLES * FITERMAN

Quel est votre sentiment sur le congrès du Parti socialiste ?
Ce congrès donne le sentiment d'un parti qui se reprend, qui cherche à créer les conditions d'un nouvel élan. Sur certains sujets, notamment les questions touchant au travail, à l'emploi, apparaît un effort de réflexion critique constructive. Cela peut permettre de dégager des convergences dans le soutien nécessaire aux actions du mouvement social qui se dessine. Sur les questions européennes également, on voit poindre un approfondissement et, ici ou là, un regard plus critique sur Maastricht. Pour ce qui me concerne, je souhaite que la démarche aille plus loin.

A quelles conditions, pour vous, les assises de la transformation sociales proposées par le PS seront-elles un succès ?
Elles sont à ranger parmi la série d'initiatives qui peuvent être fructueuses pour défricher les voies d'une relance de la gauche et favoriser la construction d'une nouvelle entente au-delà de la gauche traditionnelle. Ces initiatives ne peuvent prendre les formes du passé, de rencontres uniquement d'état-major. Ces assises doivent permettre un travail ouvert, sans recherche d'hégémonie ni d'appel au ralliement. Si elles sont conçues dans cet état d'esprit et c'est, me semble-t-il, ce qu'ont exprimé Jean-Christophe Cambadélis et Lionel Jospin, alors, oui, elles seront utiles. Et j'envisage personnellement d'y participer.

Peut-on attendre des changements au Parti communiste avec le retrait de Georges Marchais ?
Ce qui compte, c'est la politique, le type d'action, l'organisation que l'on propose. Le choix de l'homme devrait découler de tout cela. Or, si nous avons entendu beaucoup de déclarations d'intention, pratiquement aucun acte n'a suivi. Le texte d'exigence minimale pour un changement réel que nous avons proposé a été refusé par "L'Humanité" sous prétexte que, signé par quelques-uns d'entre nous, il était le manifeste d'une tendance. Cela dit assez les blocages culturels, le réflexe monolithique qui persiste. Je ne veux pas préjuger de l'avenir, mais il serait très grave que l'occasion du prochain congrès soit manquée.

** ancien ministre, ancien membre du bureau politique du PCF*

LES RAPPORTS DES COMMISSIONS

Forte réduction du temps de travail, redistribution des revenus, avancée dans l'engagement européen, invention d'une démocratie participative, rénovation et ouverture du Parti : en quatre commissions, le PS définit son projet.

COMMISSION EMPLOI

"C'est la question clef sur laquelle tout pouvoir politique est jugé", affirme avec force Henri Weber, rapporteur de la première commission. Selon les dernières prévisions de l'INSEE, la France devrait compter 3.700.000 chômeurs en 1994, 14% de la population active. "Ceux qui avaient du mal à distinguer la droite de la gauche ont un exemple concret à se mettre devant les yeux", souligne-t-il. Il existe des solutions libérales au chômage. L'exemple américain en est la preuve : par l'abaissement du coût du travail, on a certes vu baisser le chômage, mais au prix de millions de salariés vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

Face à la crise, les socialistes proposent des mesures radicalement différentes : développer les services aux particuliers, arrêter les licenciements dans les services publics, réorienter les 400 milliards de F d'aide aux chômeurs vers le soutien à l'emploi, réformer un système de fiscalité pénalisant pour l'emploi, alléger les cotisations patronales et augmenter d'autant la fiscalité sur les revenus. "On ne s'en sortira pas sans une réduction forte du temps de travail et une réorganisation en profondeur" mais "il n'y aura pas de réduction de travail sans un partage des revenus", résume Henri Weber. Autre remède indispensable, une initiative européenne de croissance financée par un impôt de 350 milliards de F pour une politique de relance à l'échelle continentale.



Enfin, les socialistes doivent s'impliquer davantage dans l'organisation d'un mouvement des chômeurs : "S'il existait un mouvement des chômeurs capable de descendre dans la rue, de s'en prendre aux préfectures comme de vulgaires producteurs de porcs, on accorderait une autre importance à leurs revendications." Henri Weber conclut en reprenant le double appel des participants à une convention thématique sur l'emploi et à ce qu'il soit le sujet central des assises de la transformation sociale.

COMMISSION EUROPE

Unité aussi sur l'Europe, sujet de la deuxième commission. Les socialistes sont européens. Chacune des trois options a obtenu un tiers des voix. Ce qui signifie que "tous les militants sont d'accord pour l'extension du champ de décisions prises à la majorité, que les deux tiers sont favorables à un gouvernement européen et qu'un tiers souhaite la construction d'une véritable nation européenne."

"S'il existe une crise de l'Europe, c'est parce qu'elle n'a pas été capable de résoudre le chômage, de parler d'une même voix sur la scène internationale, d'intervenir diplomatiquement et militairement pour éviter l'aggravation de la situation dans l'ex-Yougoslavie. "Il ne faut pas moins d'Europe, mais plus d'Europe", souligne Gérard Collomb, rapporteur. Il faut une politique de relance européenne. Or, "elle n'est plus possible dans le cadre de chaque Etat."

En ce qui concerne les relations entre l'Europe et le reste du monde, les militants ont déploré que la mondialisation des échanges des dix dernières années ait été marquée par le libéralisme et la mise en place de politiques déflationnistes et déréglementatrices, largement responsables de la crise actuelle. "Saurons-nous, retrouvant le discours historique de la gauche, nous montrer ouverts, généreux, et dire que la relance française passe par une relance mondiale et que les intérêts des pays occidentaux ne sont pas différents de ceux des pays du Sud et de l'Est ?"

COMMISSION DEMOCRATIE ET INSTITUTIONS

Les socialistes veulent le Parlement actif et vivant. "Non au cumul des mandats", ont-ils dit et répété. Certains sont pour limiter à deux mandats parallèles, d'autres à deux consécutifs, sans attendre une réforme des institutions. Plus de transparence et de clarté dans la décentralisation, ont également réclamé les délégués. Haro sur la multiplication des structures sans contrôle démocratique, où la responsabilité de l'élu est diluée.

Sur le mode de scutin, le modèle du municipal de 1983 (forte composante majoritaire avec une dose de proportionnelle qui permet à la minorité d'être représentée) emporte l'adhésion de la plupart des participants.

Enfin, sur les relations élus-citoyens, "il n'y a pas d'un côté les bons citoyens et, de l'autre, les mauvais élus", pour Bernard Poignant, rapporteur, qui appelle au "réveil des citoyens". Et de conclure sur la demande omniprésente dans toutes les interventions d'une profonde éthique collective.

COMMISSION PARTI

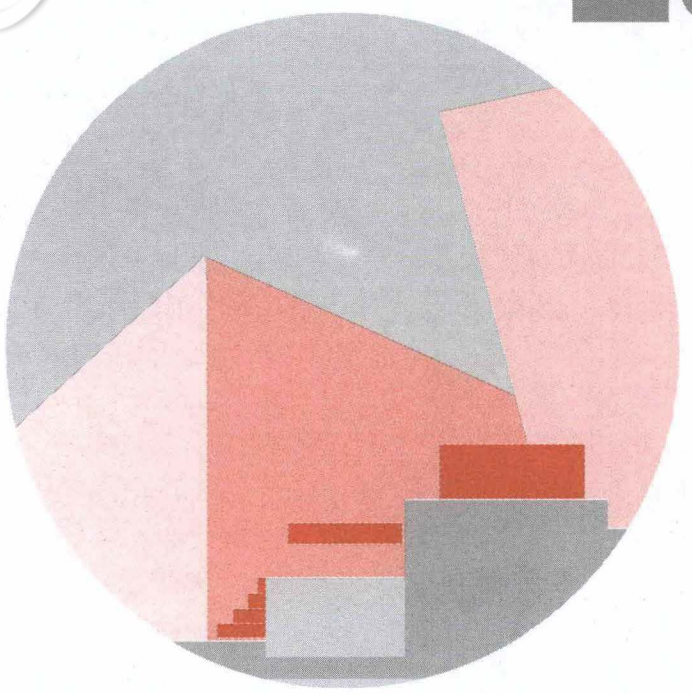
"L'esprit des Etats généraux n'a pas fini de souffler sur le PS", lance Laurence Rossignol, rapporteur. Rénovation, ouverture, transparence, innovation, quatre mots qui résument l'aspiration des militants. Les socialistes doivent rénover leurs pratiques pour être capables de nouer des relations nouvelles avec les forces qui les entourent. Sur le fonctionnement du Parti, les militants ont attaqué une fois de plus le cumul des mandats.

Deuxième revendication forte, la mixité : "Nous avons des statuts qui établissent des règles, définissent des sanctions. Appliquons-les."

Enfin, les militants ont défini en trois commandements l'état d'esprit qui présidera aux assises de la transformation sociale : ne pas vouloir l'hégémonie, se comporter en véritables partenaires en ne cherchant pas à créer autour de nous des satellites et conduire les discussions sans arrière-pensée." C'est sur le respect de ces trois principes que se jugera la capacité du PS à être un véritable parti de rassemblement.

A la tribune : chômage et Europe

Une vingtaine d'orateurs se sont succédé à la tribune, fustigeant Balladur et son projet conservateur, appelant à un renouveau sur nos valeurs. Lors du débat général de samedi matin et après-midi, après les rapports des commissions et avant l'élection du premier secrétaire par les délégués, puis la réception des délégations étrangères. Le débat reprit vers 19 heures 30, avec dix-neuf orateurs inscrits. Pour des impératifs techniques, afin que ce numéro puisse être prêt à temps, il ne nous a pas été possible de rendre compte de leurs discours. Nous le ferons dans notre synthèse du congrès, en début de semaine prochaine.



André Laignel

André Laignel appelle à un congrès d'unité, de renouveau, mais aussi de rupture : "Ce congrès doit assigner au Parti une triple mission qui conditionnera notre avenir collectif : s'opposer, proposer, convaincre les Français que nous sommes, à nouveau, porteurs d'espoir. Pour y parvenir, le Parti ne peut et ne saurait être cohabitationniste. Notre premier rôle est de s'opposer, de combattre la politique de la droite sans aucune espèce de concession, combattre le gouvernement qui est dans la réalité quotidienne l'un des plus à droite de ces vingt dernières années, et démasquer ce conservatisme dans un bas de soie qu'incarne Balladur. Nous ne serons crédibles dans nos critiques que si nous le faisons au nom des valeurs retrouvées et de projets clairement en rupture avec la période passée."

Et André Laignel d'énumérer les valeurs qui doivent sous-tendre ces projets : la liberté, l'égalité des chances, la solidarité, la laïcité de l'Etat, la transformation sociale. Puis, il propose l'organisation de conventions nationales sur des grands thèmes de société.

Louis Le Pensec

Louis Le Pensec a ouvert le débat général hier matin. Il centre son propos sur une critique sans concession de la politique d'aménagement du territoire de Charles Pasqua : "Il ne faut pas que soient passées par pertes et profits les avancées que nous avons fait dans ce domaine. La politique de Pasqua coïncide avec des coupes claires dans le budget 1994. C'est une machine à produire de la diversion. Pasqua engage un débat national sur l'aménagement du territoire et, aujourd'hui, il lance le projet d'un autre débat national qui pourrait aboutir à un référendum. Entrons dans ce débat pour le démystifier."

Laurent Fabius

Laurent Fabius choisit de s'exprimer sur un thème important et sur lequel le PS était resté discret jusqu'à présent : la mainmise de la droite sur les pouvoirs politique, administratif, économique et médiatique : "Sans tapage, mais d'une façon implacable, à travers un tout petit nombre d'organismes et un tout petit nombre d'hommes, se met en place dans notre pays un contrôle étroit de l'économie, des finances, des médias, du pouvoir, la constitution d'une véritable oligarchie qui va peser sur le destin de la France et conditionner le futur de la gauche. Le Parti socialiste de Jaurès est le parti de la démocratie.

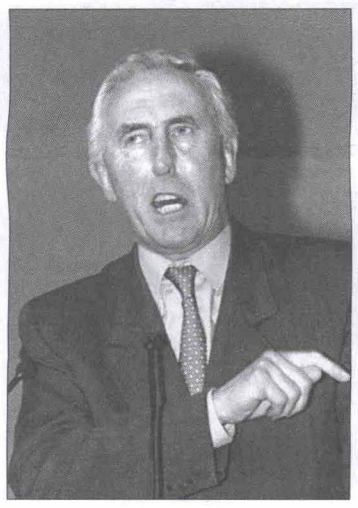
Coll. Fondation Jaurès



Il ne peut accepter cette oligarchie. Ce quadrillage risque de s'étendre de proche en proche. La droite a tiré les leçons de la première cohabitation. Elle n'a pas beaucoup changé, mais elle a appris. Appris qu'elle pouvait s'assurer une hégémonie par des moyens moins visibles, donc plus efficaces : c'est ce qu'elle fait. Le premier acte se veut discret : le système des dépouilles dans la haute administration. Chaque mercredi, par petits paquets, on limoge une directrice du livre ici, un directeur de la police nationale là, des recteurs un jour, des préfets la semaine suivante. Parce qu'ils ne pensent pas "comme il faut". D'ici à trois mois, il n'y aura plus une seule direction importante d'un ministère ou d'un établissement public où la majorité actuelle n'aura placé ses hommes. La même démarche vaut dans la plupart des régions et des départements, et pour des postes bien plus modestes. Les faits sont là, ils ne sont pas contestables, le Parti socialiste devrait les faire connaître : en moins d'un an, presque rien ni personne n'aura échappé à ce rouleau compresseur. Telle est la réalité, derrière la bluette de l'alternance douce et du libéralisme soft.

Acte deux : la droite démembre le secteur public, quitte à vendre au-dessous du prix le patrimoine de la nation, notamment aux institutionnels proches du pouvoir. Elle fait en sorte que la direction des nouvelles entreprises privatisées revienne à des amis sûrs. Le noyau dur de l'actionnariat est construit par le président de l'entreprise, lui-même nommé par le gouvernement. Une fois la privatisation réalisée, la direction devient alors inexpugnable.

Le troisième acte concerne les médias : non seulement on place les puissances économiques entre des mains amies, mais ces puissances cherchent à peser sur les moyens de communication de masse, donnant ainsi naissance à un véritable complexe médiatico-industriel.



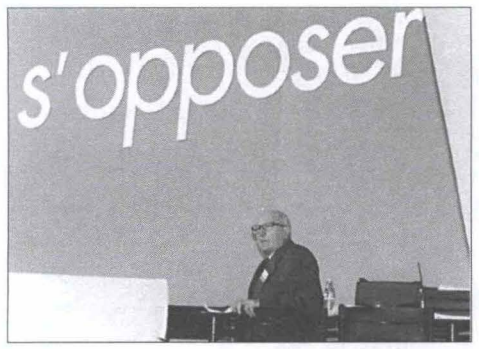


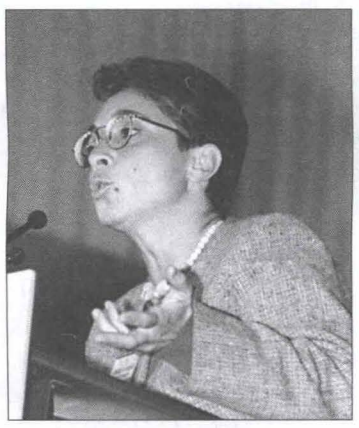


De haut en bas :
- Louis Le Pensec
- André Laignel
- Laurent Fabius.

Coll. Fondation Jaurès









De haut en bas :
- Charles Josselin
- Jean Poperen
- Geneviève Domenach-Chich
- Lionel Jospin.

A travers ce verrouillage tranquille, c'est l'alternance qui pourrait être désormais en cause. Alors que faire ? D'abord expliquer, c'est le rôle du Parti socialiste de prendre l'initiative d'un grand débat national sur les conditions du pluralisme dans l'économie, les médias, en comparant la situation de nos voisins et la nôtre : il intéressera, il passionnera. Ensuite, combattre. Nous devons engager une action d'ensemble contre toutes les atteintes au pluralisme. Il s'agit en particulier d'être plus percutant contre les privatisations systématiques auxquelles nous nous résignons trop aisément, alors qu'elles sont en passe de démolir l'équilibre de notre économie mixte sous prétexte de faciliter les fins de mois du budget et de servir les intérêts particuliers. Nous devons proposer aussi. Nous voulons un Etat qui joue pleinement son rôle d'impulsion, d'arbitrage, de contrepoids, un Etat réducteur d'inégalités et sachant dépasser la seule logique du marché, un Etat qui ne se mêle pas de tout mais qui, devant la crise de l'intérêt général, incarne celui-ci et le fasse respecter." Anticipant sur l'échec de la droite, Laurent Fabius conclut : "Nous devons savoir être prêts. Cela veut dire choisir un ton juste, concentrer nos critiques sur ce qui le mérite et les formuler sans concession. Refuser toute arrogance mais ne pas commencer chacune de nos phrases en rendant hommage à nos adversaires, en nous excusant de parler ou même parfois d'exister. Etre prêts, cela veut dire sur le fond -sur l'emploi, sur l'Europe, sur la démocratie, sur l'intégration, sur la justice sociale, sur les rapports avec les pays pauvres- fixer une perspective offensive, tracer un dessein et opposer clairement deux projets : d'un côté, pour la droite, le bouclage, de l'autre, pour la gauche, le partage. Et ne pas craindre d'innover. Le désarroi que traversent nos sociétés a au moins cette vertu : il justifie la mise en cause d'à peu près tout les schémas existants. Etre prêts, cela veut dire -et là aussi les textes votés importent- avec toute la gauche, au-delà si possible mais d'abord avec toute la gauche, préparer les échéances futures. "S'opposer, imaginer, rassembler", c'est un excellent programme. Il doit déboucher sur l'alternance. C'est la grande tâche des temps qui viennent. C'est ce à quoi dans l'unité j'invite le congrès du Bourget.

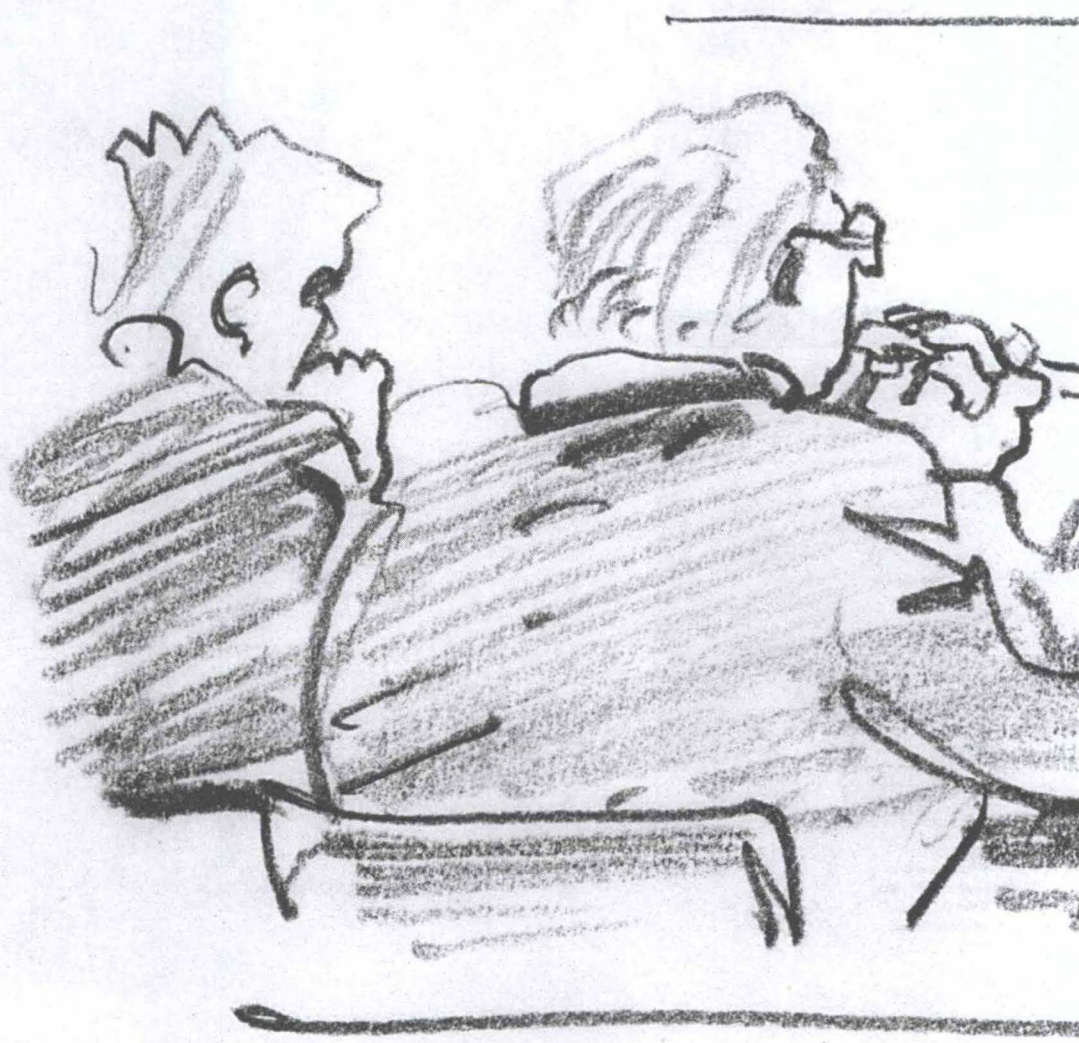
Charles Josselin

Charles Josselin se penche sur l'Europe : "Les affaires européennes sont devenues étrangères à nos concitoyens. C'est pour beaucoup l'indifférence ou le rejet. Ce congrès peut sonner l'heure de la contre-offensive. En ce qui concerne les institutions, la commission et le conseil transgressent la sépartion des pouvoirs. Je plaide pour la flexibilité, la plasticité des institutions européennes. Le PS doit se préparer à un énorme travail d'explication."

Jean Poperen

Jean Poperen réaffirme les clivages entre les motions : "Il y a deux visions du développement de la société, du rôle du PS au stade actuel de l'évolution sociale. On l'a vu cet été. La déferlante antisociale s'est accentuée. Le PS n'était pas à la pointe de la riposte à chaque fois que se manifestait cette déferlante. C'est donc sur toute la ligne dans l'Europe des douze que cette offensive se développe, et dès lors, c'est à cela qu'il faut répondre. C'est le sens de la proposition qui est probablement l'une des principales de la motion, d'engager toutes les forces du Parti dès le lendemain de ce congrès dans la préparation d'Etats généraux de la gauche européenne.

Essayons de rassembler, ce ne sera pas facile, mais cela devrait être l'objectif, toutes les grandes organisations politiques de gauche, toutes les grandes organisations syndicales de l'Europe des douze pour préparer cette charte sociale de l'Europe d'aujourd'hui. Il faut engager toutes les forces du Parti dans la préparation du rassemblement des gauches européennes pour préparer la charte sociale." Refusant que son opposition à la direction soit qualifiée "d'archaïsme antirocardien primaire",



il constate : "Est-ce archaïque que d'être à la pointe de la réflexion sur ce que nous sommes en train de vivre ? Pour la première fois, cette génération vit avec l'idée que ses enfants et petits-enfants ont le plus grand risque de vivre moins bien qu'elle. Rappelant qu'après Rennes, ses propositions avaient été prises en compte... pour "être gardées dans les tiroirs", il lance : "Nous jugerons sur les actes dans les mois qui viennent. Aujourd'hui, nous pensons que le jeu parfaitement artificiel d'une recherche de synthèse dans la nuit qui vient ne doit pas être retenu. Mais si les assises de la transformation sociale sont cette fois un élément important de l'effort pour rassembler cette gauche éparpillée, nous ne manquerons pas, dans les mois qui viennent, d'y être attentifs et peut-être d'en tirer des conséquences par rapport à ce que serait l'équilibre des forces et leur coordination même de la majorité." Et Jean Poperen de conclure : "Qu'on en finisse avec cet amalgame entre le souci de l'unité du Parti que nous avons tous ici, et puis l'unanimisme. C'est une nécessaire diversité qui est le fondement de notre unité et, donc, de nos succès."

Geneviève Domenach-Chich

Ce congrès est un succès, mais les lundis sont généralement difficiles, constate avec réalisme Geneviève Domenach-Chich. Les fils du dialogue avec les Français sont rompus, les renouer prendra du temps et il faudra le faire "avec conviction et modestie". Elle demande que le Parti, en plus du travail, intervienne, aussi, sur de nouvelles questions centrales dans la société : l'éducation, la santé, le sida, la précarité, la violence urbaine, la famille, l'immigration, le droit d'asile, etc. Il faut développer les débats publics, sur des thèmes comme la toxicomanie, notamment au travers des assises de la transformation sociale.

Lionel Jospin

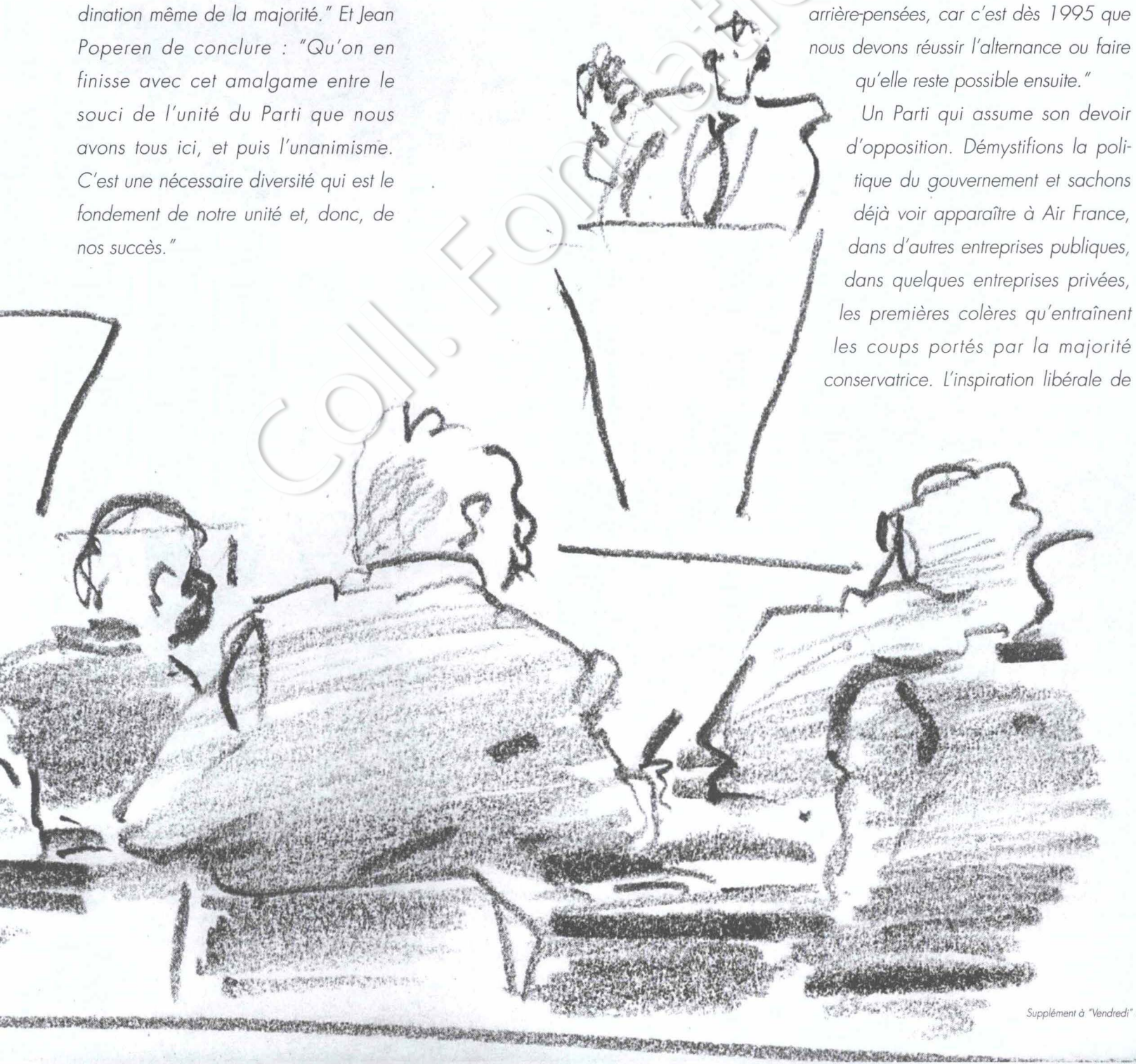
"Je suis peut-être plus heureux que d'habitude, et vous savez pourquoi, de m'exprimer devant vous", déclare sans détour Lionel Jospin au début de son intervention. Pour lui, ce congrès doit répondre à plusieurs interrogations : le socialisme est-il un mouvement de pensée et d'action dépassé par l'histoire ? La gauche française serait-elle menacée dans son existence ? Le Parti pourra-t-il sortir de sa faiblesse actuelle ?" Pour réussir ce congrès, Lionel Jospin voit quatre exigences.

Un Parti apaisé, d'abord. Saluant les efforts accomplis par Michel Rocard et la direction nationale, il affirme : "Le calme est revenu. Un regroupement s'est fait autour d'une motion très majoritaire. Je m'en réjouis." Et il lance, sous les applaudissements : "Rassemblons-nous autour de celui que nous élirons premier secrétaire et sur les orientations proposées par nos textes. Faisons-le sans arrière-pensées, car c'est dès 1995 que nous devons réussir l'alternance ou faire qu'elle reste possible ensuite."

Un Parti qui assume son devoir d'opposition. Démystifions la politique du gouvernement et sachons déjà voir apparaître à Air France, dans d'autres entreprises publiques, dans quelques entreprises privées, les premières colères qu'entraînent les coups portés par la majorité conservatrice. L'inspiration libérale de ce gouvernement ne lui permettra pas de surmonter les grandes difficultés de ce pays. Mais il faut trouver le ton juste : "S'opposer clairement et, déjà, éviter de nous disperser devant les projets gouvernementaux." Cela pose une question de méthode : "N'est-il pas souhaitable, lance-t-il sous un tonnerre d'applaudissements, que nos responsables attendent la discussion collective afin de s'exprimer dans le même sens plutôt que de se manifester trop tôt sur des positions divergentes ?" Cela pose aussi une question d'approche politique : il nous faut intégrer la façon dont agit le président de la République, puis agir de manière autonome et selon ce que nous croyons juste. "Le président remplit son rôle, jouons le nôtre."

Troisième exigence, un Parti qui renouvelle sa pensée. Lionel Jospin ne croit pas que les oppositions première-deuxième gauche, rocardisme-mitterrandisme, qui ont fonctionné dans le passé, servent de clefs pour les questions d'aujourd'hui et de demain. Nous devons élaborer des propositions nouvelles. A cet égard, il évoque quatre pistes de réflexion.

- Il faut mettre au premier rang de nos priorités économiques la lutte contre le chômage.
- Nous devons aussi "exercer le pouvoir autrement" : le premier ministre doit recevoir du président la latitude d'agir et le gouvernement devenir une instance où l'on débatte collectivement des grandes orientations.
- Troisième piste de réflexion, une nouvelle approche de l'Europe : le thème européen ne doit pas devenir "une sorte de substitut à une pensée socialiste dissoute", et nous dispenser d'apporter nos réponses à des questions comme la place de la nation, le partage de souveraineté, le contrôle démocratique sur les prises de décision. La gauche doit donner sa vision de l'Europe. Pourquoi pas des états généraux de l'Europe de la gauche ?
- Il faut, enfin, lever nos contradictions sur l'immigration, la justice, l'insécurité, etc. "Il nous faut cesser d'être écartelés entre



Coll. Fondation Jean Jaurès

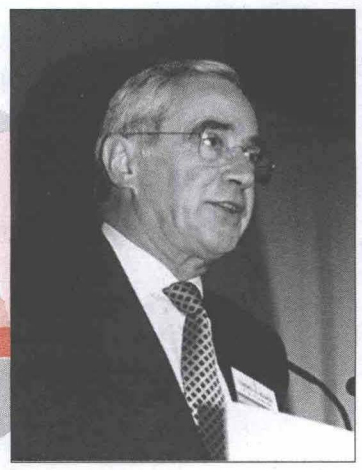












les principes et la réalité." Il appelle de ses vœux "un humanisme populaire" car il ne supporte pas l'idée que des centaines de milliers de Français "se détournent de nous pour aller vers la droite et l'extrême droite parce que nous ne savons plus nous faire entendre d'eux sur les difficultés de leur vie quotidienne."

Le Parti, enfin, doit s'ouvrir. Veillons à ne pas accentuer la fragmentation de la gauche française, écartons les prétentions hégémoniques. Prêtons-nous, non à l'organisation d'un cartel, mais à celle de débats d'idées sans arrière-pensées. Partis, groupes, tendances, personnalités de la gauche, du mouvement écologiste, voire de l'ancienne majorité présidentielle pourront participer librement à une confrontation authentique. "La question d'un rassemblement des forces de progrès viendra après, peut-être."

Pour agir, les partis socialistes et sociaux-démocrates européens constituent une grande force. Plusieurs d'entre eux, après quelques autres, peuvent être bientôt au pouvoir et cela peut changer l'avenir de la construction européenne.

Ne nous résignons pas à l'échec d'aujourd'hui, n'en restons pas là. "C'est à cela, conclut Lionel Jospin sous des applaudissements très nourris, qu'aux côtés de la direction du Parti, de Michel Rocard et avec vous tous, je consacrerai toutes mes forces dans le temps qui vient."



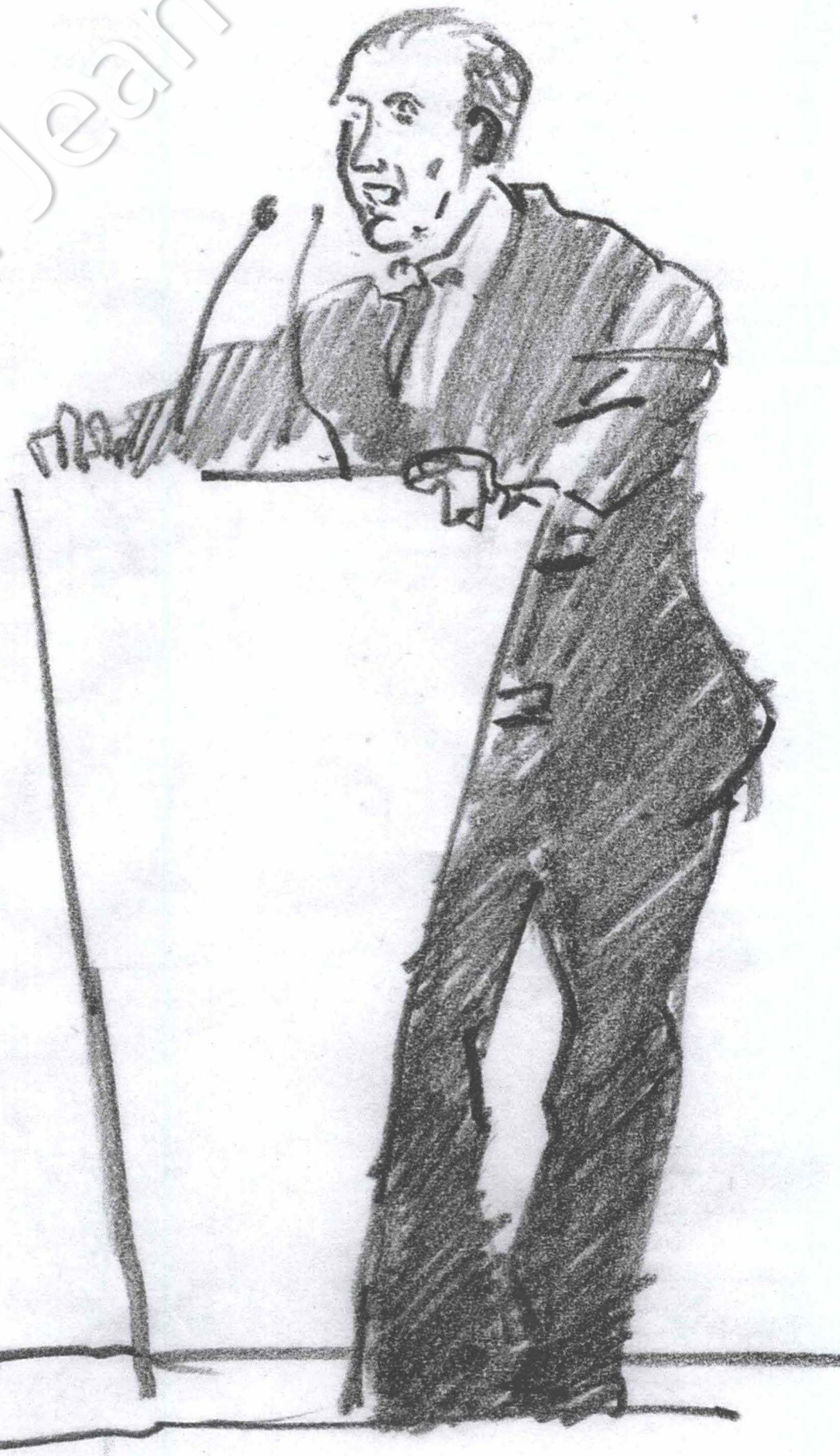
De haut en bas et de gauche à droite :
- Georges Garot
- Benoît Hamon
- Jean Robin
- Claire Dufour
- Michel Debout
- Martin Malvy
- Pervenche Berès.

Georges Garot

Georges Garot, délégué national à l'agriculture, préfère évoquer deux questions qui lui tiennent à cœur. L'aménagement du territoire, d'abord, pour lequel il demande que l'on avance au début de l'an prochain la date de convocation d'une convention nationale. Le GATT ensuite, un terrain sur lequel la droite s'est piégée elle-même. Faisons à ce sujet notre devoir d'opposition. Les grandes évolutions qui ont marqué l'agriculture, les paysans les doivent à la gauche, de l'Office du blé à la retraite.

Benoît Hamon

Le MJS, se félicite Benoît Hamon, est aujourd'hui une organisation autonome, qui a relancé son activité. Il débattra, lors de son congrès, les 12, 13 et 14 novembre. L'unité retrouvée des socialistes nous conduira à nous mobiliser dans la lutte contre le gouvernement Balladur et, en particulier, contre la révision constitutionnelle sur le droit d'asile : "Quel que soit le contenu de ce texte, nous sommes contre. Voter ce texte serait un reniement, affirme-t-il. Le président cohabite, pas le Parti socialiste."



Fondation Jean-Jaurès

Jean Robin

Quant à Jean Robin, il demande des propositions concrètes "ouvrant les voies d'un développement durable." Il suggère l'étude d'un code mondial de l'environnement, avec les moyens de le faire appliquer, et d'un droit d'ingérence écologique.

Claire Dufour

Claire Dufour ouvre le débat général en début d'après-midi. Pour elle, il est souhaitable que le Parti s'ouvre davantage. "Nous avons été trop longtemps fermés aux dynamiques sociales car nous n'avons pas renové nos analyses de la société, même quand nous étions au pouvoir." Claire Dufour insiste sur "le prisme de l'économie" qui domine les débats actuels. "Nous sommes esclaves d'une société de biens marchands et nous sommes passés à côté de toutes les grandes mutations dont nous n'avons que peu ou pas parlé entre nous." Et de citer des thèmes tels que le sida, la bioéthique, le contrat d'union civile, l'aspiration des homosexuels à être mieux intégrés...

"Il y a aujourd'hui une exclusion multiforme, poursuit-elle. Elle renvoie l'homme à son isolement, même si nous démultiplions nos moyens traditionnels de solidarité. Il faut faire plus. Le Parti socialiste doit débattre de ces grands thèmes par, pourquoi pas, des conventions nationales, et inviter à la discussion tous les acteurs de la société." Pour Claire Dufour, "si les Etats généraux ont conduit à la réflexion et à l'analyse, ce congrès constituant doit réinventer un avenir autour de deux valeurs fondamentales : respect humain et dignité."

Michel Debout

Michel Debout intervient au nom du secteur Entreprises. "Lors de notre conférence nationale Entreprises, à Orléans, nous avons posé la question : le Parti veut-il amplifier la présence des socialistes dans les entreprises ? Face à la politique de régression sociale de Balladur, face au libéralisme, à la culpabilisation des salariés, au libre-échange, il faut être de plus en plus présents, de plus en plus partie prenante dans les actions syndicales."

Pour lui, "il faut repenser le travail sans baisse de salaire par l'alternance de la production et de la formation. Nous devons plus que jamais préserver les droits des salariés, maintenir la protection sociale, un revenu décent." Et de poursuivre "nous devons redynamiser le Parti dans les entreprises. Pour cela, nous voulons que les représentants du secteur Entreprises siègent au conseil national, que soit désignés partout des secrétaires fédéraux entreprises. L'entreprise est aujourd'hui au cœur de tout projet de transformation sociale. Alors, que le secteur Entreprises soit au cœur du Parti socialiste."

Martin Malvy

Martin Malvy, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ironise sur la logique du premier ministre qui, il y a un an, publiait le "Dictionnaire de la réforme" et met en œuvre aujourd'hui un vrai projet de droite. Il souligne que ce gouvernement planifie la revanche conservatrice et jette les bases de la société libérale contre rôle de l'Etat et les principes de solidarité. Et le responsable du groupe à l'Assemblée nationale donne des exemples de ces régressions : la baisse des prestations sociales, la dénonciation de l'étranger et la généralisation de l'exclusion, les concessions au CNPF sur les conditions de travail, la mise en cause de la scolarité à 16 ans et du SMIC, la fragilisation des emplois dans les entreprises privatisées, les augmentations des prélèvements sur les plus modestes. "Non, Balladur ne gouverne pas pour tous, et pas de la même façon pour tous", lance Martin Malvy, qui fustige l'apparence tranquillisante d'une réalité brutale et sans concession. Il insiste sur le rôle que doit remplir le groupe socialiste, s'opposer sans laisser de place au débat qui semble s'instaurer entre les deux droites. Et conclut : "Retrouvons le chemin de l'imagination et du combat."

Pervenche Berès

Pervenche Berès appelle à prendre en compte la place des femmes dans la société et insiste sur l'exigence de la poursuite de la construction européenne. "Il faut, dans ce cadre, prévoir et agir pour une relance keynésienne, à base d'emprunts massifs et d'une politique industrielle volontaire, il faut réconcilier les Français et l'Europe contre le chômage, l'exclusion et l'insécurité." L'Europe apparaît trop loin des citoyens. Pas question pour autant de brocarder l'acte unique : il porte notre marque et complète la construction européenne, ajoute-t-elle, avant de conclure : "La gauche en Europe doit exister plus fort."

Marie-Noelle Lienemann

Marie-Noëlle Lienemann propose de faire du PS le parti de l'alternance et de l'alternative, de retrouver l'actualité du socialisme. Se lançant dans une pédagogie de la diminution de la durée du temps de travail à trente-deux heures, elle affirme : "Travailler moins pour vivre mieux doit être une nouvelle étape dans nos propositions." Faisant la différence avec la droite, elle montre que le gouvernement sous-entend, lui, une baisse des salaires et souligne que l'écart des salaires étant de 1 à 10 ou 20 dans le pays alors que celui des revenus est de

Revue de presse

Le président de la République a été bien inspiré de délivrer son message à l'entrée du congrès. A lire la presse du jour, les supputations n'auraient pas manqué si la missive présidentielle avait attendu plus longtemps. Michel Rocard et François Mitterrand se partagent donc, selon nos confrères, la vedette de cette première journée du congrès. "Revoilà Mitterrand", titre "Le Quotidien de Paris" ; "Rocard et Mitterrand sauvent les apparences", titre "Libération", alors que, pour "Le Monde", ils "prêchent l'unité par l'exemple."

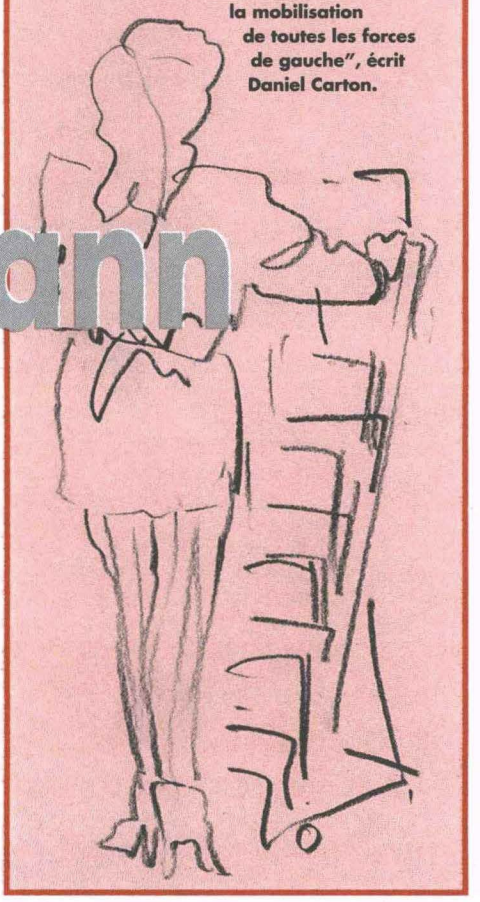
Mais cette fois, la presse, même la moins bien disposée, n'égrène pas les diverses variations de l'antagonisme mais celle de l'unité. "Le président de la République assure qu'il souhaite la "réussite" à celui que les socialistes choisiront pour chef", souligne "Le Parisien". "Le PS a touché le fond, mais il peut se ressaisir. Et ses chefs, hier occupés à une mortelle guerre de courants, paraissent avoir tiré la leçon de la déconfiture législative. Malgré le baroud d'honneur de la vieille garde mitterrandienne, Le Bourget ne sera pas Rennes. Bon gré mal gré, Jospin et Fabius ont accepté le leadership du maire de Conflans." Mitterrand lui-même, "souhaite pleine réussite" à cette nouvelle direction, qu'il a pourtant âprement combattue.

Et l'unité retrouvée du Parti sera un incontestable atout dans les mois et les années à venir", écrit Philippe Reinhard dans "Le Quotidien de Paris". Sentiment partagé par "Libération" qui trouve "l'appel (de Mitterrand) très unitaire." "Ces exhortations ont été quasiment reçues comme paroles célestes par des socialistes semblant retrouver la foi des catacombes", écrit Daniel Carton dans "Le Monde".

La presse dans son ensemble donne acte au Parti socialiste qu'un des objectifs affichés du congrès, rassembler, est au moins réalisé dans son sein. Les promesses d'un rassemblement plus large n'en sont pas pour autant occultées. "Le Figaro", sous le titre "Michel Rocard veut reconstruire la gauche", a choisi une photo très emblématique où, derrière la silhouette du premier secrétaire, se détache le seul mot : "rassembler".

La préparation des assises de la transformation sociale est évoquée. Gérard Le Puill se demande, dans "L'Humanité", si le congrès "n'allait pas, au fond, faire l'impasse sur les raisons de la défaite de mars dernier et entretenir un certain flou quant à la politique que le Parti socialiste pourrait opposer au gouvernement Balladur", ce qui n'empêche pas Jacques Teyssier, toujours dans l'organe du PCF, jettant "un regard sur les alliances", d'accueillir sans déplaisir les propos de Jean-Christophe Cambadélis sur la mouvance communiste

"L'ancien premier secrétaire d'Epinay et de Metz recevra le nouveau premier secrétaire du Bourget, et il est probable que les deux hommes s'attarderont moins sur leurs humeurs respectives que sur ce qui semble être redevenu, comme en 1971, comme en 1981, le point numéro un de la stratégie de reconquête du PS : la mobilisation de toutes les forces de gauche", écrit Daniel Carton.



Fondation Jean-Jaurès

1 à 220, "il faut s'attaquer d'abord à la distribution des revenus." Concernant les emplois de proximité dont on dit attendre beaucoup de créations d'emplois, elle pose des questions sur leur prix, leur nombre et refuse de croire que le marché sache répondre seul à la demande solvable. Elle propose de défendre pied à pied les services publics dans de nouveaux champs de développement avec des garanties pour les travailleurs. Et conclut : "Une part de l'économie peut exister hors du champ du marché. Il faut audace et courage. Nous devons refonder en retrouvant notre base, notre tâche de représentation des plus faibles. Gardons notre espérance de transformer la société et changer le monde."

ductivité. On produit de plus en plus de richesses avec de moins en moins de gens." Seconde cause, la mondialisation de l'économie qui "se traduit sur le terrain par un nombre croissant de délocalisations." En conséquence, "toute politique de lutte contre le chômage qui ferait l'impasse sur les gains de productivité serait une imposture. Toute politique de lutte contre le chômage qui inclurait une compétition ouverte et sans précaution avec les pays à bas salaires serait perdue d'avance." Et de rappeler que, dans certains pays, le salaire minimal est inférieur à trois cents francs.
Alors, comment répondre ? "Le seul chemin praticable susceptible de nous permettre de concilier bien-être, efficacité économique et démocratie passe par la définition de politiques de redistribution importantes." Des politiques qui, pour Henri Emmanuelli, sont "par nature inconciliables avec la logique libérale." Redistribution des richesses, oui, réduction du temps de travail avec baisse de salaire, non. Le député des Landes est catégorique : "Il ne faut jamais oublier que le chômage monte dans des sociétés qui continuent à s'enrichir. Je le rappelle à tous ceux qui, par inattention sans doute, ont fini par se persuader qu'il fallait partager un appauvrissement général qui n'existe pas." Chiffres à l'appui : "Pour financer 3 millions d'emplois à 200.000 F par an, il faut 600 milliards de F. En ajoutant les revenus de substitution et les déficits liés au chômage, on dépasse les 400 milliards. Restent 200 milliards à trouver, soit moins de 4% du produit intérieur brut. Est-ce que l'avenir de nos démocraties et de notre bien-être social ne valent pas 4% de la richesse produite chaque année ?" "Re-dis-tri-buer", martèle-t-il, pour financer des emplois d'utilité publique, et d'autres, que la seule logique libérale supprimerait pour cause de non-rentabilité, aménager le monde rural pour rendre l'homme maître de ces villes et de ces banlieues qui, aujourd'hui, le brisent. Passage aux trente-cinq heures sans réduction de salaire, refus de la déflation salariale : "Le salariat ne nous pardonnerait jamais, à juste titre, d'avoir facilité ce désarmement politique, moral, social." Henri Emmanuelli conclut par un appel :

Henri Emmanuelli

C'est un ban soutenu qui a accueilli l'ancien trésorier du Parti socialiste. D'emblée, il entame un vibrant plaidoyer pour l'emploi, "question fondamentale s'il en est parce que ce n'est pas seulement le progrès social qui serait mis en cause si l'on ne surmonte pas la difficulté, mais aussi la démocratie. Qui peut croire en effet que la déchirure du tissu social n'entraînerait pas celle du contrat social, que la démocratie survivrait au-delà d'un certain degré d'exclusion ? C'est ce que l'on pourrait appeler la civilisation européenne qui est en danger, c'est-à-dire une certaine capacité à concilier l'efficacité économique, le bien-être social et la liberté." Pour le député des Landes, la question du chômage est particulièrement grave pour les socialistes parce que "c'est peut-être l'ultime question. C'est de la nature des réponses que nous lui apporterons que dépendra notre raison d'être ou de disparaître."
Pour Henri Emmanuelli, le chômage naît d'abord de deux causes fondamentales : "Le progrès scientifique et technique qui se traduit par les fameux gains de pro-



Fondation Jean Jaurès



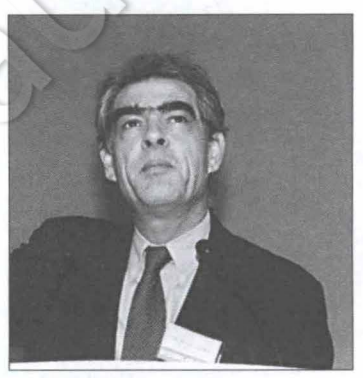
Louis Mermaz

Louis Mermaz monte à la tribune. Pour lui, les rapports de force sont probablement sur le point de bouger dans le pays : angoisses et révoltes ne vont pas tarder à rechercher leur expression politique. "Les socialistes devront être prêts à répondre à l'attente du pays." Ils auront eu le temps de faire le bilan de leurs réussites, de leurs erreurs, de leurs manquements et, surtout, de les "replacer en perspective". En auront-ils pour autant tiré les leçons ? Le chef de file de la motion C s'interroge : "Est-ce que notre Parti n'a pas besoin de procéder à un véritable réarmement idéologique ?" A des temps nouveaux, il faut des idées et des doctrines nouvelles, "mais dans la connaissance et dans la fidélité au passé. Oui, s'écrie-t-il, les socialistes doivent s'opposer, ne pas plier, ne pas consentir, mais revendiquer une autre politique. Le traitement social du chômage n'est qu'une réponse partielle, même si elle est nécessaire ; l'aménagement du temps de travail, la lutte contre la précarisation de l'emploi seront toujours insuffisants. Ne devons-nous pas, aujourd'hui, réclamer la réhabilitation des grandes fonctions économiques que sont les décisions sur l'évolution des salaires ? Ne devons-nous pas demander une meilleure répartition des richesses, même si nous n'avons pas été jusqu'au bout de notre logique par la réforme fiscale, la réforme des impositions sur le capital, la réforme de l'impôt sur l'ensemble des revenus, à commencer par les revenus les plus élevés ?" L'ancien président de l'Assemblée nationale détaille les mesures qu'il faudra prendre ou rétablir : contrôle des politiques sociales dans les entreprises publiques, réintroduction de l'autorisation administrative de licenciement."

Le débat ne fait que commencer : nous devons, dans le pluralisme qui s'accompagne forcément de l'unité, faire des choix politiques entre deux lignes qui, parfois, se rapprochent mais sont bien réelles. "C'est cela, la refondation". "N'ayons plus peur, s'exclame l'ancien député de l'Isère sous les applaudissements, des courants d'idées, s'ils sont fondés sur la réflexion, sur l'invention, et non pas quasi-exclusivement sur le partage des postes ou des investitures."

"Je ne pense pas, conclut le chef de file de la motion C, que nous puissions, dans l'état actuel des choses, aller à la synthèse. Il y a trop de contradictions et trop d'ambiguïtés pour que nous puissions les lever dans des délais aussi courts". Mais cette discussion, continue Louis Mermaz, "nous entendons la poursuivre parmi l'ensemble des socialistes, avec la volonté de faire avancer les choses."









De haut en bas :
- Marie-Noëlle Lienemann
- Henri Emmanuelli
- Louis Mermaz
- Jean-Paul Huchon.

Jean-Paul Huchon

Dès le début de son propos, Jean Paul Huchon attaque la droite. "Elle croit pouvoir s'installer durablement au pouvoir, elle n'a reculé devant rien pour l'obtenir et elle est prête à tout pour le conserver. Ce gouvernement qui a fait tant de promesses n'a ni projet ni courage, mais a au moins une cohérence : il est bien un gouvernement de droite au service de sa clientèle." Pour illustrer ses remarques, il donne des exemples. "Lorsqu'ils augmentent la CSG, ils n'oubient pas d'alléger l'imposition pesant sur les plus hauts revenus. Lorsqu'ils proposent à la va-vite ce catalogue de mesures insipides baptisé plan quinquennal pour l'emploi, ils n'oublient pas de donner des gages au CNPF en

Fondation Jean Jaurès

rognant sur les droits des instances représentatives des salariés et de leurs syndicats..." Et de continuer : "Ce gouvernement s'est apparemment convaincu qu'il pouvait mener, sans grand risque électoral, une politique systématiquement défavorable au plus grand nombre. Combien sont-ils de nos concitoyens qui ne croient plus en rien, les exclus du travail, du logement, de la consommation, de la société ? Et à ceux qui restent, il s'agit de faire peur. Vous voulez garder votre emploi ? réduisez votre salaire ! Vous voulez payer moins d'impôt ? renoncez à la solidarité ! Balladur prétendait vouloir bâtir un nouvel exemple français. Triste exemple que cette société où un étranger est un délinquant, une personne qui touche le RMI, un parasite... Une menace pèse sur la cohésion sociale de notre pays et comment pourrait-il en être autrement lorsque l'Etat, et par le fait ceux qui le dirigent, n'est plus le garant de l'intérêt général ? Nous refusons que, dans la France de Balladur, de Pasqua, de Chirac et de De Villiers, les jeunes n'aient comme perspective que la précarité, le chômage et, plus loin, la délinquance, la drogue et la violence."

Cesser les affrontements

Jean Paul Huchon se montre déterminé : "Voilà contre quoi nous nous battons, et cela seul compte. C'est notre identité. Voilà pourquoi nos querelles sont dérisoires et notre unité nécéssaire." Le message est clair. "A tous ceux d'entre nous qui ne l'auraient pas compris, je dis qu'il faut cesser les affrontements stériles qui n'ont pour seul résultat que de nous affaiblir. A ceux qui doutent de nos chances de succès, je dis que nous n'avons pas le droit d'échouer. Nous n'avons plus le temps de nous consacrer à autre chose qu'à ce combat-là. Il y a tant à faire."

Et comment le faire ? "Il nous faut retrouver le sens de l'indignation, de la générosité et de l'audace. Le monde a changé, on attend de nous des ruptures, on attend de nous que nous écoutions ce qui monte d'en bas. Il faut de l'audace pour retrouver le chemin de l'activité et de l'emploi, de l'audace pour réduire la durée du travail massivement, en appelant les revenus au partage et en protégeant les plus bas d'entre eux. De l'audace pour notre Parti qui doit s'ancrer dans la réalité sociale du pays... Notre Parti doit cesser de se combattre à l'interieur pour devenir un grand parti, large, attractif. Il ne peut pas être une organisation rigide et, au contraire, s'ouvrir sur la société. C'est l'idée de créer à côté de nos sections des secteurs d'activité où l'on pourrait adhérer, de développer des structures d'accueil pour nos sympathisants. Il faut de l'audace pour aller à la rencontre de nos partenaires, vers ceux qui ne se résignent pas à cette société inégale et fracturée, vers ceux qui veulent la transformer, la refonder sur les valeurs propres à l'homme, les valeurs humanistes. Vous voyez ce qui nous reste à faire. Et nous le ferons."

Pierre Mauroy

Dès le début de son intervention, Pierre Mauroy situe l'enjeu du congrès. "Il doit constituer un temps fort de notre redressement et de notre mobilisation. C'est encore une fois, ici et maintenant, qu'il faut agir et je suis de ceux qui veulent gérer une victoire possible en 1995. Il faut convaincre l'opinion que, derrière les mots apaisants, se met en œuvre une politique dure, régressive et inégalitaire. Ce que subissent les Français avec ce gouvernement est déjà insupportable et les mouvements sociaux qui se développent montrent d'ailleurs que cette politique est de moins en moins bien acceptée." Pour le président de l'Internationale socialiste, aujourd'hui, s'opposer est le mot d'ordre. "S'opposer pour se reconstruire, s'opposer pour réussir demain, marier le temps de la contestation avec les choix de fond sans nous tromper ni sur la stratégie ni sur le projet politique." La stratégie tient en un mot : rassembler. "C'est ce que nous sommes en train de faire, lance l'ancien premier ministre. Tournons la page. Ce qui n'a pas été obtenu dans les textes, qu'au moins on



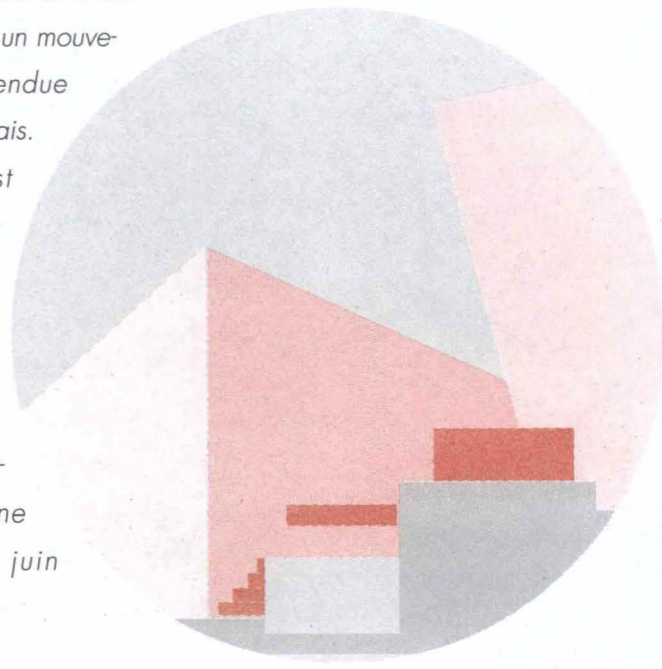
le retrouve dans la pratique, que l'on dépasse des clivages qui n'ont plus de raison d'être pour créer le rassemblement autour du premier secrétaire et des instances qui sont mises en place. Ce Parti doit vivre avec ses militants plutôt qu'avec ses courants. Vivre avec des courants de pensée et pas des courants de pouvoir."

Pour Pierre Mauroy, il n'existe pas de solution de rechange. "Il faut aussi rassembler la gauche, avoir le souci du social, et les socialistes ne retrouveront la gauche qu'à la condition d'être plus combatifs sur le plan social à la fois dans la proposition et dans l'action. Il s'agit aussi, sur ce terrain, de retrouver d'autres partenaires : les communistes, les écologistes... D'aller plus loin dans le dialogue avec les associations, les syndicats, tout en sauvegardant l'identité de chacun et en respectant notre appartenance commune à la gauche."

Pour l'ancien premier secrétaire, "c'est ainsi que nous regagnerons les classes moyennes qui subissent la précarité de l'emploi. Elles ont tout à gagner à soutenir une gauche en mouvement et tout à perdre à suivre une droite qui se replie sur l'Hexagone. Elles doivent partager avec nous un front de refus d'une politique de régression sociale et n'ont aucun intérêt à s'identifier à un mouvement de repli sur la prétendue exception du territoire français. La société française est nécessairement diverse et le sera de plus en plus." Et de prendre date. "C'est une raison supplémentaire pour savoir faire partager au plus grand nombre possible notre ambition d'une relance européenne en juin 1994, notre ambition d'une démocratie du quotidien pour les municipales de 1995 et notre ambition générale de transformation sociale pour les élections présidentielles de 1995."

Mais la gauche française ne peut pas rester isolée. Le président de l'Internationale socialiste ne manque pas de rappeler que "le socialisme ne peut trouver son plein épanouissement qu'à l'échelle continentale et mondiale. La solidarité est devenue l'assurance d'un meilleur avenir. Quel dommage si, face au danger réel d'un monde qui se transforme si vite, la grande tentation devenait le repli. Une peur de l'avenir que nous ne pouvons pas accepter. Une société se perd quand elle délaisse sa volonté de construire l'histoire, et la grande responsabilité des socialistes, c'est d'appeler le pays à se ressaisir." Et d'insister : 'L'intérêt fondamental de l'Europe, c'est qu'on parvienne à un accord sur le GATT, un accord équilibré, bien sûr, mais un accord. Si le GATT est devenu un piège, c'est la droite qui l'a fabriqué par ses surenchères et sa démagogie."

"Nous savons que l'issue de ce combat, conclut Pierre Mauroy, dépendra d'abord de nous et de notre capacité à rebâtir un grand parti socialiste. Ce parti sera celui de Jaurès, celui du congrès d'Epinay, celui du Poing et de la Rose, celui du 10 mai 1981, avec François Mitterrand. Ce Parti qui ouvre aujourd'hui un nouveau chapitre avec Michel Rocard sera, si vous le voulez, celui de la permanence des socialistes en France et celui de l'espérance de nos futures victoires."



Collection Jean Jaurès

PREMIER PREMIER SECRETAIRE
ELU PAR LE CONGRES

Chers amis,
chers camarades,
Merci, merci du fond du cœur,
merci de cette confiance
considérable.
Je suis donc désormais votre
premier secrétaire,
le premier secrétaire
de tous les socialistes,
car c'est avec tous
les socialistes
que j'entends travailler.
C'est un grand honneur,
c'est une lourde charge aussi,
c'est beaucoup d'émotion,
vous le comprendrez.
C'est une responsabilité forte,
lourde, intimidante,
mais je sais, je sens
que je pourrai l'exercer
avec vous tous, et au service
du socialisme, au service
des Français.
Merci de me confier
cette charge.
Je dirai demain
comment
je l'envisage.
Encore merci.



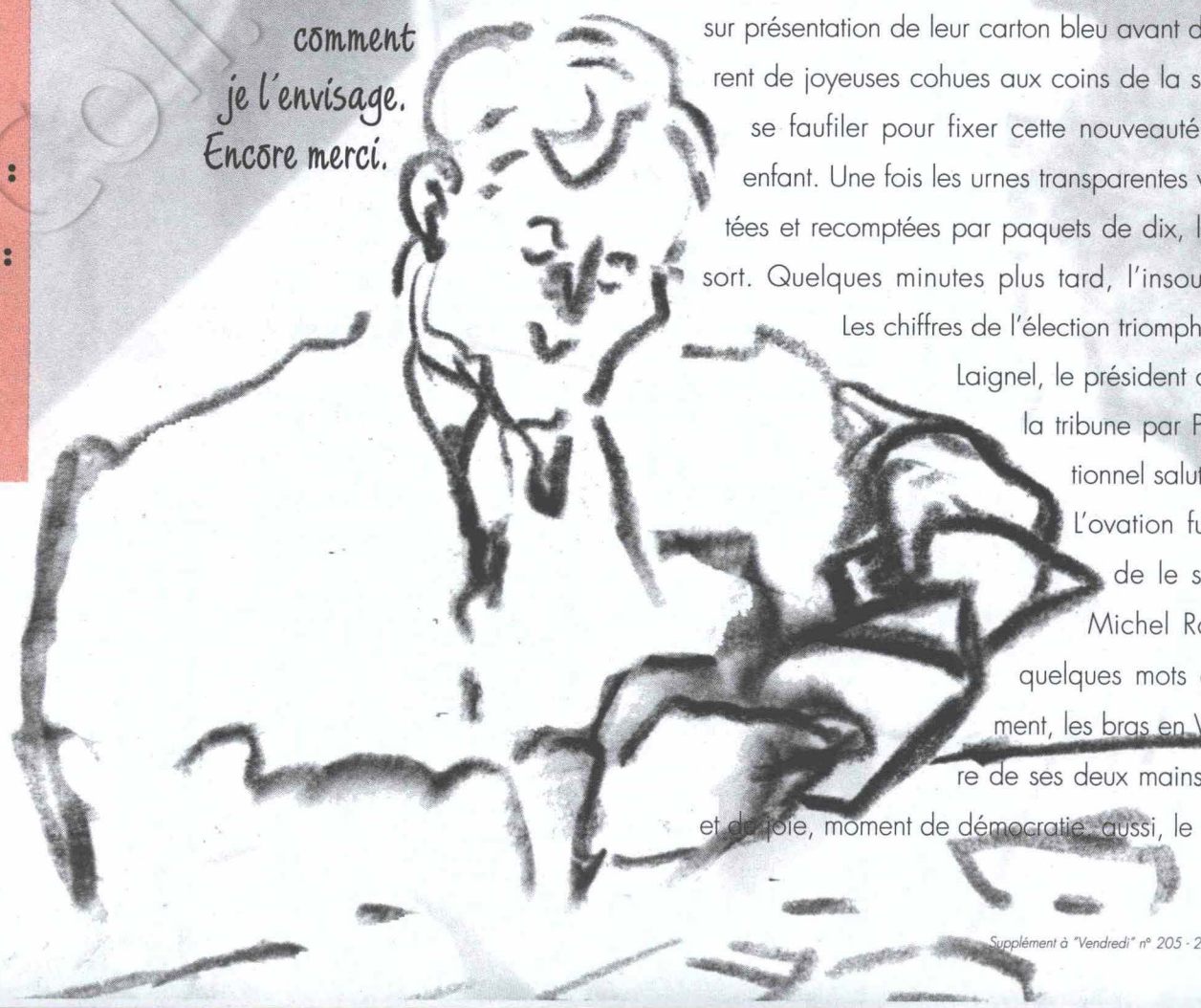
Il est 18 heures, samedi, André Laignel donne les résultats de la première élection au scrutin secret du premier secrétaire du Parti socialiste.

- **Inscrits : 638**
- **Votants : 587**
- **Blancs ou nuls : 112**
- **Michel Rocard : 475 voix, soit 80,92% des suffrages.**

Cinq bureaux de vote signalés par des panneaux jaunes étaient répartis autour de la salle du congrès. Cinq présidents, cinq secrétaires, dix assesseurs furent appelés par André Laignel depuis la tribune. La formule était inédite, elle fut observée avec curiosité et amusement par le congrès et la presse.

Le scrutin se déroula de 17 heures à 17 heures 45, les files des délégués, attendant de prendre leur enveloppe bistre et leur bulletin de vote sur présentation de leur carton bleu avant de la glisser dans l'urne, créèrent de joyeuses cohues aux coins de la salle. Et les caméras devaient se faufiler pour fixer cette nouveauté dans une atmosphère bon enfant. Une fois les urnes transparentes vidées, les enveloppes comptées et recomptées par paquets de dix, les bulletins subirent le même sort. Quelques minutes plus tard, l'insoutenable suspens était levé.

Les chiffres de l'élection triomphale furent dévoilés par André Laignel, le président des bureaux de vote, invité à la tribune par Pierre Mauroy, avant le traditionnel salut aux délégations étrangères. L'ovation fut immense -est-il nécessaire de le souligner ?- et l'émotion de Michel Rocard perceptible dans les quelques mots qu'il prononça en remerciement, les bras en V faisant le signe de la victoire de ses deux mains. Moment de rassemblement et de joie, moment de démocratie aussi, le premier du genre, et réussi.



Moment particulièrement chaleureux et traditionnel dans les congrès du PS :

Le monde com

l'accueil des délégations étrangères et des partis frères. C'est sous la présidence de Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, que Rudolf Sharping, président du SPD, et Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE et premier ministre espagnol, se sont adressés aux congressites sous une gerbe d'applaudissements.

DE LA NUIT AU SOLEIL

"Le moment est venu de penser au reste du monde", comme le rappelait Gérard Fuchs en présentant les 170 délégations étrangères venues assister au congrès du PS français. Il a plus particulièrement salué les délégués qui viennent des pays de la nuit. Et tout d'abord ceux des républiques de l'ex-Yougoslavie (Slovénie, Croatie, Bosnie, Kosovo, Macédoine) qui, pour certains d'entre eux, assistaient à nos travaux pour la première fois. Ceux aussi des pays africains où des régimes se maintiennent par la force (Togo, Zaïre, Guinée) ou sont victimes de coups de force (Haïti, Burundi). Il a salué aussi les représentants des pays où l'aube pointe (République centrafricaine, Cambodge), et ceux où l'aurore rosit, comme au Québec, où une victoire du Parti québécois semble proche. Il a rappelé la victoire des socialistes danois, espagnols et grecs au cours de l'année 1993, puis celle, annoncée, des travaillistes britanniques et des sociaux-démocrates allemands. Il a conclu son propos en évoquant les régions du monde où le soleil se lève enfin, au Proche-Orient, avec la victoire de la paix entre Israéliens et Palestiniens, et en Afrique australe où, pour avoir su dépasser les préjugés, les passions et les haines, Nelson Mandela et Willy De Klerk viennent de se voir attribuer le prix Nobel de la paix."



RUDOLF SHARPING : "UNE DEMARCHE COMMUNE POUR LA CROISSANCE"

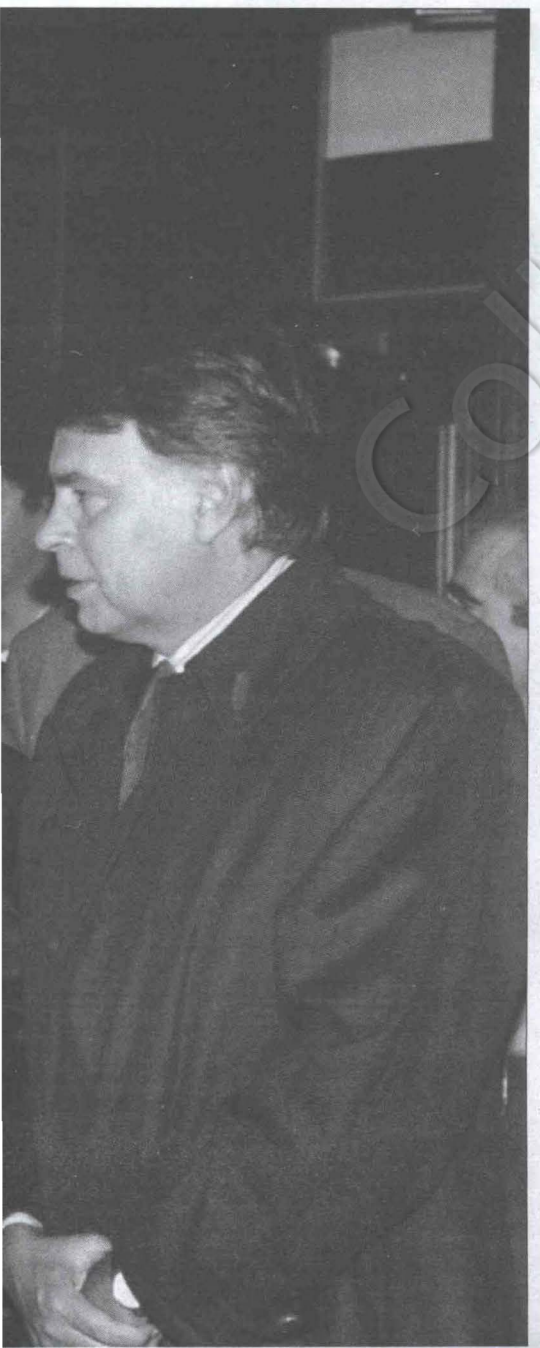
Le principal souci de la Communauté européenne est le chômage, qui atteindra prochainement vingt millions de personnes. Le chômage mine les libertés et la protection sociale, des acquis auxquels nous sommes tout particulièrement attachés.

Pour favoriser la création d'emplois, la croissance à l'échelon européen est possible. Elle s'impose. Nous devons mettre en place une démarche commune, une solution alternative aux objectifs strictement nationaux, afin d'éviter le danger



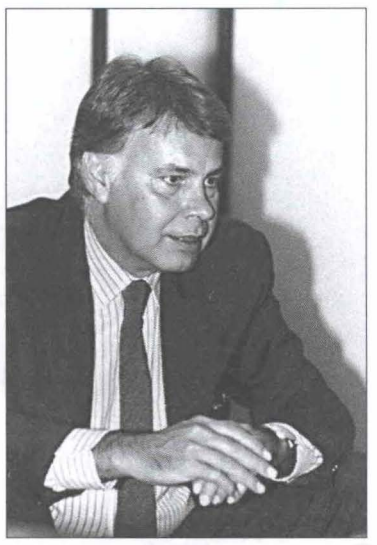
ne íl va

que constituerait le développement, par chaque pays, de politiques de court terme mises en place au détriment des autres.
Sous l'impulsion du monde économique, des Etats et de la Communauté européenne, nous devons développer, en Europe, de nouveaux investissements, de nouveaux champs de croissance, que peuvent constituer par exemple un réseau européen et performant de télécommunications, un réseau de lignes de chemin de fer à grande vitesse, de nouvelles technologies en faveur de l'environnement, des technologies avancées dans le domaine de la génétique et de la biologie. Nous devons rassembler nos efforts, dans le champ scientifique et en ce qui concerne l'application technologique, pour les rendre plus efficaces.



Nous avons besoin d'une politique sociale commune et non de dumping social. Pour développer les régions démunies, nous devons mettre en commun nos efforts et non uniformiser à la baisse les normes sociales. Dans ce domaine, des programmes financés à l'échelon européen allégeraient les déficits de nos budgets nationaux. Dans tous les pays, le travail doit être mieux organisé et partagé de manière plus équitable.
Les pays de l'AELE qui désirent devenir membres de la Communauté doivent y être accueillis. L'existence d'obstacles aux échanges commerciaux et la persistance des marchés périphériques sont en décalage par rapport aux ambitions économiques de la Communauté et limitent la croissance.
A moyen terme, les Etats de la Communauté doivent s'ouvrir aux Etats de l'Europe centrale et orientale. Un premier pas est constitué par la signature d'accords d'association qui pourraient être prochainement réalisés avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. D'autres pays suivront. Pour les aider à prendre en charge leur propre développement, tous les pays de la Communauté doivent unir leurs efforts.
L'Europe est beaucoup plus qu'un simple espace économique. C'est elle qui a permis, après des guerres meurtrières, l'établissement de la paix, de la sécurité, et du bien-être.
Préserver l'acquis et construire l'avenir sont les deux tâches auxquelles les socialistes et les sociaux-démocrates veulent et doivent s'atteler.
Plutôt que nos divergences internes, ce sont nos volontés communes et la responsabilité que nous portons face aux hommes et aux femmes de notre continent qui nous font progresser vers une Europe de justice sociale, une Europe protégeant l'environnement et la nature, une Europe qui assure à chacun un revenu et un travail.

FELIPE GONZALEZ :
"UN GRAND SIECLE POUR LES SOCIALISTES EUROPEENS"



Après avoir souligné notamment que si la liberté, la justice sociale et la solidarité continuent à être des valeurs qui méritent d'être défendues, on ne peut les défendre aujourd'hui comme il y a trente ans, Felipe Gonzalez a posé la question de la responsabilité face à la crise. Responsabilité dans le cadre national et responsabilité aussi dans l'Union européenne.
"Si, aujourd'hui, nous, Européens, a-t-il déclaré, ne sommes pas divisés et opposés sur des questions comme l'unification de l'Allemagne, la guerre de l'ancienne Yougoslavie ou le démantèlement de l'ancienne URSS et de sa zone d'influence, c'est parce que, dans les conseils européens et au sein des institutions communautaires, ces dernières années, un fort sens de la responsabilité européenne a prévalu.
Si, demain, nous voulons que les produits européens soient compétitifs dans le monde, nous devons aussi avoir le sens de la responsabilité nécessaire pour mener à bonne fin les programmes du marché unique et de l'Union européenne.
Si nous perdons le sens de la responsabilité européenne, qui s'est forgée, peu à peu, pendant les dernières décennies, nous perdrons la bataille de la compétitivité et les bénéfices de la stabilité démocratique.
L'Union européenne est une réalité. Cependant, il lui reste beaucoup à faire. Améliorer la coordination des politiques économiques entre ses membres. L'Institut monétaire européen doit y contribuer. Aider à trouver un compromis valable dans l'Uruguay round du GATT. Pour être un compromis valable, il doit être équilibré entre les grandes puissances commerciales et favorable aux pays économiquement plus faibles. Imprimer un nouvel essor aux efforts diplomatiques visant à rétablir la paix en Bosnie. Agir, immédiatement, pour éviter la résurgence de la violence dans d'autres parties de l'Europe. L'Union européenne doit s'occuper de son propre élargissement, de sa réforme institutionnelle, de la rationalisation de ses finances, de progresser en matière de libre circulation des personnes, de politique d'immigration et dans la lutte contre la délinquance.
L'Union européenne a besoin de renforcer l'identification des citoyens avec ses activités et ses objectifs. Dans ce sens, les socialistes doivent être les premiers. Cela doit signifier être les plus didactiques, les plus persévérants, les plus engagés. Finalement, je voudrais ajouter que l'Union européenne ne représente pas toute l'Europe. Nous devons arrêter de dire Europe en ne pensant qu'à notre moitié. Nous devons nous sentir responsables, encore ce mot, de l'avenir de tout le continent européen. De sa stabilité politique et de son développement économique.
Pour cela, il faut faciliter la transition à la démocratie et à l'économie de marché des peuples européens en pleine transformation. Pour cela, il faut donner : donner des facilités financières et commerciales. Il faut aussi demander : demander des comportements pacifiques, le respect de l'inviolabilité des frontières, des droits des minorités et, bien entendu, des droits de l'homme. Le nouvel ordre européen doit se fonder sur des marchés ouverts, des frontières perméables, des peuples qui dialoguent, des dirigeants représentatifs et des accords de sécurité collective. Cela doit être un ordre construit tous ensemble. Sans isoler personne ni écarter personne contre sa volonté. C'est de cette manière seulement que nous éviterons de nouvelles divisions entre Européens."

QUAND LES LECTEURS PARLENT DE VENDREDI

Sur notre stand, nous avons rencontré des militants qui soutiennent et encouragent la diffusion de "Vendredi".

Annie Philippe
(invitée, Paris)

Je serais plutôt favorable à une démarche volontaire d'abonnement. Les militants doivent avoir envie de recevoir le journal et non pas le recevoir systématiquement. Il me semble que le journal devrait se consacrer davantage à la vie interne du Parti qu'aux questions d'actualités. Les militants sont informés par les quotidiens. Il se passe sur le terrain, dans les fédérations, dans les régions, des initiatives socialistes intéressantes. On devrait pouvoir les retrouver plus souvent dans le journal du Parti. Il serait souhaitable aussi d'être plus informé sur les activités de la Fondation Jean-Jaurès, de l'Internationale socialiste... "Vendredi" est vraiment l'outil du Parti, il faut s'en servir davantage."

René Barbet
(délégué, Lot-et-Garonne)

"Je viens de rentrer au conseil fédéral de ma fédération et j'ai proposé ma candidature avec, comme objectif majeur, la diffusion de la presse nationale du Parti. "Vendredi" est un outil essentiel, il faut le promouvoir, faire prendre conscience à chaque militant de l'intérêt de le lire, de le faire connaître et d'inciter les sympathisants à s'abonner. Je m'engage à faire le tour des sections de ma fédération, à rencontrer chaque secrétaire de section et le pousser à valoriser le journal car on y trouve des arguments forts.
Le courrier des lecteurs doit être utilisé davantage par les militants. Ce n'est pas le nombre de pages qui compte, c'est la diffusion. Je crois aussi qu'il se passe sur le terrain des initiatives intéressantes et l'on a toujours à apprendre de ce que font les autres militants, le lien entre tout cela reste le journal du Parti."

André Pagnan et Claude Dubeau
(délégués, Aude)

"Vendredi" est vraiment un organe de contact entre les militants et il est regrettable de voir son volume diminuer. Au contraire, dans le contexte actuel, nous devons nous ressaisir. Le journal du Parti est le cordon ombilical entre la direction nationale et les sections. Les militants ont, à travers la page du courrier des lecteurs, un extraordinaire outil d'expression et chaque lecteur attend la lecture de cette page avec impatience. Il est enrichissant de savoir ce que pensent les autres militants. Le journal permet aussi une ouverture vers l'extérieur. Les militants l'utilisent pour faire passer leurs convictions et pour convaincre. Pourquoi ne pas imaginer des comités de diffusion et revenir à une vente plus militante ? Il faut faire connaître "Vendredi", il faut que tous les sympahisants des socialistes aient accès à cette presse. Soutenir "Vendredi", ce n'est pas seulement payer un abonnement ou un bon de soutien, c'est le faire connaître." ■

Vendredi

10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07
Tél. (1) 45 56 78 57
Fax (1) 45 51 47 03

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Jack Queyranne

REDACTRICE EN CHEF : Lyne Cohen-Solal

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Jacques Garat

SECRETAIRE GENERAL DE LA REDACTION : Jacques Goubin

ONT PARTICIPE A LA REDACTION DE CE NUMERO : Jean-Pierre Bedei, Bernard Chaouat, Monique Grima, Patricia Jaffay, Chrystie Lipani, Ghislaine Toutain, Maryline Trassard

SECRETAIRE DE REDACTION : Vanda Gervasio

MAQUETTE ET MONTAGE : Flavienne Allar et Sandrine Girard

INFOGRAPHIE : Jean-Pierre Pécau

REVISION : Jean-François Gantois

PHOTOS : Pascal Lebrun

ILLUSTRATIONS : Philippe Lechien

SERVICE LECTEURS : Marie-Reine Jost, Marie-Lou Le Bras

FLASHAGE : Dawant / Paris

IMPRESSION : Avenir graphique / Torcy

N° DE COMMISSION PARITAIRE : 10.889

"Vendredi" est édité par Les Nouvelles Editions de l'An 2000

